

## Communiqué de presse

### **Assurance chômage : le patronat bordelise délibérément les négociations**

Par une lettre du Ministère du Travail, les organisations syndicales et patronales ont été invitées, le 29 novembre dernier, à rouvrir des négociations sur l'assurance chômage, avec pour objectif affiché de réaliser 400 millions d'euros d'économies par an, en remplacement de la lettre de cadrage du gouvernement Bayrou du 8 août, exigeant, elle, 4 milliards d'euros en année pleine.

Une première réunion s'était tenue à l'Unedic le 3 décembre, sans le MEDEF ni l'U2P, indisponibles au motif qu'il faudrait aller bien au-delà du mandat ministériel et viser au moins un milliard d'euros d'économies, quitte à s'asseoir sur l'accord, pourtant signé par leurs organisations, s'appliquant jusqu'en 2028.

**Les organisations syndicales demandent d'engager d'abord une négociation ciblée sur le recours de plus en plus abusif du patronat aux contrats courts**, conformément aux engagements pris par le patronat lors de la signature de l'avenant « bonus-malus » au printemps dernier.

Les organisations patronales ont manifestement opté pour la stratégie de la tension, aux détriments des salarié-es précaires et privé-es d'emploi, du moins celles et ceux encore indemnisé-es par une assurance chômage déjà fortement dégradée par les réformes Macron et consort.

Lors de la deuxième réunion, tenue ce mercredi 7 janvier après-midi, le patronat, présent au complet, a annoncé vouloir une remise à plat générale de la convention assurance chômage. En effet le patronat cherche à remettre en question ou aggraver :

- Les conditions d'entrée dans le régime ;
- Le régime de sanctions des demandeurs d'emploi ;
- La durée et le niveau des indemnisations ;
- Le principe de revalorisation des allocations ;
- Le dispositif démission-reconversion ;
- La définition de l'offre raisonnable d'emploi (ORE, donc l'obligation d'accepter des emplois aux salaires très abaissés et dans des lieux très éloignés) ;
- Le niveau de salaire à partir duquel s'applique la dégressivité ;
- Les règles spécifiques des artistes et techniciens intermittents du spectacle et celles s'appliquant aux travailleurs frontaliers...

Alors que la négociation devait se limiter à deux thèmes, le recours aux contrats courts et la révision des ruptures conventionnelles, les trois organisations patronales annoncent vouloir renégocier (en un mois, et à la baisse !) la quasi-totalité des règles d'assurance chômage.

**La CGT alerte tous les salarié-es concerné-es qui pourraient être exclu-es du droit aux allocations chômage ou s'en faire restreindre l'accès.**

**La CGT combattra toutes les tentatives de nouvelles baisses des droits et prévient gouvernement et patronat que celles-ci pourraient générer une grande colère dans le monde du travail !**